

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 459 du jeudi 19 novembre 2026 / **Prix : 250 F CFA**

P. 3

LOGISTIQUE ET SUPPLY CHAIN 2026

PIA accueille plusieurs étudiants et des professionnels du secteur

GROUPE SUNU

P. 4

Les confidences de Myriam Adotevi



ANTALYA

P. 7

Le ministre Kokoroko appelle à l'action climatique



COP31

P. 6

Nèmè Gnassingbé veut étendre le projet des femmes résilientes





L'Information !!!


Vos envois vers
les porte-monnaies
électroniques
passent désormais
par
PI-CORIS
À partir du
2 novembre 2026
0 F
avec CBI
Tableau de bord
Voir mon solde
Transfert d'argent
Retrait d'argent
Paiement facture
Paiement marchand
Wallet to bank
Achat crédit
Mon QrCode
PI-SPI
Disponible gratuitement sur
Google play
App Store
www.corismoney.com
La Banque Autrement
https://togo.coris.bank
CORIS BANK INTERNATIONAL

UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

Une première pour le Togo à la présidence

Cinquante ans après la naissance de l'Union parlementaire africaine (UPA), le Togo accède pour la première fois à la tête de son Comité exécutif. Le président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, a été élu à ce poste le samedi 14 novembre 2026, à Lomé. Une consécration institutionnelle qui place désormais le Parlement togolais au premier plan de cette organisation continentale.



Cette nouvelle responsabilité lui a été confiée à l'issue de la 48e Conférence des présidents de parlements africains. Pour les douze prochains mois, Komi Selom Klassou succède au Congolais Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Il aura notamment la charge de contribuer à donner un nouvel élan à la coopération entre les institutions parlementaires du continent.

Le nouveau président veut faire de son mandat un moment de redynamisation de l'organisation. Il ambitionne de construire une Union parlementaire africaine « *plus visible, plus active et plus utile* ».

Pour y parvenir, il mise sur une collaboration parlementaire renforcée, la consolidation de la paix et de la sécurité, mais aussi une meilleure prise en compte des attentes des jeunes et des femmes. Lomé a également été le théâtre d'un autre changement à la tête de l'institution. À l'occasion de la 86e session du Comité exécutif, les membres ont porté le Burkinabè Bahouaba Norbert Tankoano au poste de secrétaire général. Son mandat s'étendra sur quatre ans, de 2027 à 2030.

Les assises n'ont pas seulement été consacrées aux questions de gouvernance interne. Elles ont aussi ouvert un espace de réflexion sur les difficultés qui freinent les ambitions africaines. Le chômage des jeunes, les mouvements migratoires et la menace terroriste figurent parmi les principaux sujets abordés. Les discussions ont également exploré les possibilités de convertir les fragilités du continent en nouvelles perspectives, face aux bouleversements géopolitiques mondiaux.

Depuis sa création en 1976, l'Union parlementaire africaine œuvre au rapprochement des parlements africains. Elle sert de plateforme de dialogue et de coopération sur les enjeux communs aux États membres. Cinquante ans après sa mise en place, l'organisation confie donc pour la première fois les rênes de son Comité exécutif au Togo. Un nouveau chapitre s'ouvre pour la diplomatie parlementaire togolaise.

SEMAINE DE LA LOGISTIQUE ET DE LA SUPPLY CHAIN 2026

PIA accueille plusieurs étudiants et des professionnels du secteur

La Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) a accueilli, le vendredi 13 novembre 2026, une visite d'entreprises organisée dans le cadre de la 2ème édition de la Semaine de la logistique et de la Supply Chain (SLSC), tenue du 11 au 13 novembre à Lomé, à l'initiative de l'Association togolaise pour la logistique (ATLOG).



Cette activité a réuni plus de 200 étudiants issus des universités publiques et privées du Togo et d'établissements de formation professionnelle, ainsi que des représentants du ministère des Transports, de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et de plusieurs entreprises, partenaires de l'ATLOG et sponsors de cette 2ème édition. Cette démarche visait à favoriser une meilleure connaissance des activités industrielles et logistiques, tout en renforçant les liens entre les établissements de formation, les institutions publiques et les opérateurs économiques.

A la découverte des installations de la PIA

La visite a débuté par une présentation générale de la Plateforme, de son organisation et de ses principales activités. Elle s'est poursuivie par un parcours guidé, conduit par Watchoutim Kparou, chargé du protocole à la PIA, en présence de Dominique Nyazozo, président de l'ATLOG et directeur des relations stratégiques et du développement à la PIA. Les participants ont notamment découvert les installations de Star Garments, spécialisée dans le textile et l'habillement, ainsi que celles de General & Dop, active dans l'industrie et l'emballage.

Le programme comprenait également une visite du port sec de la PIA, infrastructure dédiée aux opérations logistiques et à la gestion des flux de marchandises. Ces différentes étapes ont permis aux visiteurs de mieux comprendre la complémentarité entre les activités de production, de transformation, de stockage et de transport.

Un rapprochement entre formation et monde professionnel

Pour les étudiants, cette immersion a été l'occasion de confronter les connaissances acquises au cours de leur formation aux réalités opérationnelles des entreprises. Elle leur a également permis de mieux appréhender les métiers, les compétences et les exigences professionnelles liés à la logistique et à la Supply Chain.

La participation des représentants institutionnels et des entreprises membres de l'ATLOG témoigne, par ailleurs, de l'intérêt porté au développement des compétences et à la coopération entre les différents acteurs du secteur.

Une édition consacrée à la création de valeur

Placée sous le thème « *du hub logistique aux marchés : transformer les flux en valeur ajoutée* », la SLSC 2026 a rassemblé des acteurs publics et privés autour des enjeux de compétitivité logistique et de développement des échanges commerciaux. Avec le Mali comme pays invité d'honneur, cette deuxième édition a été ponctuée de panels, de formations, de rencontres professionnelles et de visites d'entreprises. Les discussions ont notamment porté sur la performance des infrastructures, la connectivité régionale et les perspectives de transformation industrielle.

Au-delà de cette visite, PIA offre un aperçu concret des ambitions industrielles du Togo. De la transformation textile aux activités d'emballage, en passant par les opérations du port sec, la plateforme réunit sur un même site, plusieurs maillons de la chaîne de production et de distribution. Cette configuration illustre la place croissante de la logistique dans le développement industriel du pays.

FOOTBALL / ELIMINATOIRES CAN 2027

Le Togo humilie l'Algérie

Trois jours après la défaite amère (1-0) à Tizi-Ouzou, le Togo a lavé l'affront à domicile ce mardi. Au stade de Kegué, les Éperviers se sont imposés (3-0) devant les Fennecs lors de la 4e journée des éliminatoires de la CAN 2027 dans le groupe I.

L'équipe togolaise s'est totalement métamorphosée dans tous les compartiments. Djené Dakonam et ses partenaires ont pris le dessus sur la sélection algérienne. Thibault Klidjè a ouvert le score à la 17e minute sur une offrande du capitaine Djené. À la 38e minute, l'attaquant signe son doublé et fait le break. 6 minutes plus tard, Kennedy Boateng inscrit le troisième but d'une tête rageuse après un joli centre de Pierre Nadjombé. Le défenseur d'Al-Fateh est auteur de sa première réalisation en sélection.

Même si l'adversaire en face s'appelle l'Algérie, les Éperviers ont joué sans pression. Ils construisent leurs offensives depuis le gardien. 55% de possession, 4 grosses occasions, 189 passes contre 167, 9 tirs contre 2, 8 tirs dans la surface de réparation contre un seul pour les algériens… l'équipe togolaise a impressionné.

Avec 6 points, le Togo occupe la deuxième place du groupe I et garde toutes ses chances de qualification pour la CAN 2027. En mars 2027, les Éperviers vont se déplacer au Burundi à la 5e journée avant la réception de la Zambie lors de la 6e et dernière journée des éliminatoires.

GROUPE SUNU

Les confidences de Myriam Adotevi

Sa parole est rare. Souvent réservée, discrète, rompue à la tâche depuis plusieurs années dans le secteur bancaire, Myriam Adotevi, Directrice de SUNU Investment Holding, a décidé de lever un coin de voile, au micro de Financia Afrik, sur la récente entrée de la Société Financière Internationale (SFI) au capital de SUNU. Occasion, pour cette figure majeure qui pilote la consolidation et le développement du pôle bancaire du Groupe SUNU, de faire le bilan et de se projeter sur l'avenir. Entretien !



Depuis votre prise de fonction à la tête de SUNU Investment Holding, quelles sont les grandes orientations stratégiques que vous avez imprimées à la holding bancaire du Groupe SUNU ?

Lorsque j'ai pris la direction de SUNU Investment Holding en 2024, notre priorité était claire : consolider avant d'accélérer. Nous avons travaillé parallèlement sur trois axes avec pour fil conducteur la volonté de garantir une qualité de service à la hauteur des attentes de nos clients.

Le premier, c'est l'intégration. Avec SUNU Bank Sénégal, ex-BICIS, nous avons mené à bien en 2025 le changement de marque, la migration complète du système d'information et l'intégration de la banque dans le Groupe SUNU. Ce chantier exigeant a doté la banque d'outils modernes et d'une organisation plus agile, afin de faire bénéficier ses clients d'une meilleure expérience.

Le deuxième, c'est la transformation. A SUNU Bank Togo, nous avons engagé un programme de transformation en profondeur : processus, organisation et outils, avec pour objectif, de mieux accompagner les équipes et d'apporter aux clients des services plus rapides et des canaux digitaux modernisés.

Le troisième, c'est la solidité. Nous avons renforcé la gouvernance, la gestion des risques et la sécurité de nos systèmes, avec notamment la certification PCI DSS de nos deux banques.

Quelle place ambitionnez-vous d'occuper dans le paysage bancaire ouest-africain à l'horizon 2030 ?

Notre ambition est d'être un acteur bancaire de référence, reconnu pour sa solidité, sa proximité avec ses clients et sa capacité à financer l'économie réelle. Nous avons un atout : nous appartenons à un groupe panafricain d'assurance et de banque, leader de l'assurance vie en zone CIMA et présent dans 17 pays. Cette combinaison nous permet d'offrir à nos clients une réponse complète à leurs besoins et c'est ce qui nous distinguera.

D'ici 2030, nous voulons des banques plus fortes sur leurs marchés, un rôle accru dans le financement des PME, et plus particulièrement dans les PME dirigées par des femmes et une présence qui s'élargira au rythme d'opportunités réellement créatrices de valeur.

Comment évoluent les principaux indicateurs financiers de vos participations bancaires, notamment le total bilan, le produit net bancaire, les dépôts, les crédits et la rentabilité ?

A fin 2025, nos deux banques représentent un total bilan d'environ 1 000 milliards de FCFA, en hausse de 11%, pour 572 milliards de crédits à la clientèle (+10 %) et 719 milliards de dépôts (+7 %). Le produit net bancaire atteint 55,3 milliards de FCFA, en hausse de 2,4 %.

de FCFA, en hausse de 27 %, avec un rendement des fonds propres de 19%. Notre efficacité s'est également améliorée, avec un coefficient d'exploitation ramené de 62,3 % à 58,8 %, et le coût du risque a reculé d'environ 25%.

A SUNU Bank Togo, le produit net bancaire progresse de 11%. C'est un signal encourageant pour une banque en pleine transformation dont on voit

auprès des PME. Ce sont des segments avec du potentiel, où nos banques peuvent jouer un rôle moteur, tout en continuant à servir les segments de clientèle particuliers et grandes entreprises.

Le deuxième, c'est la complémentarité avec l'assurance. Appartenir à un groupe qui réunit banque et assurance nous permet de proposer à nos clients des

Biographie de Myriam Adotevi

Myriam Agbanglanon Adotevi, Béninoise de 57 ans, est diplômée d'école de commerce et titulaire du certificat CESA HEC Management général ; elle a commencé sa carrière bancaire à Ecobank Bénin en 1997, où pendant 15 ans elle a occupé divers postes commerciaux (Chargée de comptes Institutional banking, Chef d'agence, Directeur corporate banking, puis Directeur RetailBanking, Administrateur exécutif).

En 2012, elle intègre le groupe BGFI au Gabon, et en 2013 elle prend la direction de la filiale BGFIBank Bénin qu'elle a dirigé pendant 5 ans. En 2018, elle rejoint le Groupe SUNU pour en développer le pôle bancaire à travers le rachat de la Banque Populaire BPEC ex-Caisse d'Epargne du Togo, devenue SUNU Bank Togo, qu'elle a dirigé pendant 5 ans.

A date, à la direction générale de SUNU Investment Holding, elle a la responsabilité du développement du pôle bancaire du Groupe SUNU, constitué actuellement de SUNU Bank Togo et de SUNU Bank Sénégal (ex BICIS).

Elle a siégé au conseil d'administration de sociétés au Togo de 2019 à 2023 (SGI Togo, Togo Rail, Opti Asset Management) et est actuellement membre du Conseil d'Administration de Kajas Microfinances Sénégal/Witti Finances (Présidente du comité d'audit), de SUNU Bank Sénégal (membre du Comité de Crédit), et de JULAYA Bénin.

2025 a été une année de migration pour SUNU Bank Sénégal, donc une année de consolidation plutôt que de conquête. Mais la rentabilité a nettement progressé. Le résultat net de SUNU Bank Sénégal a atteint 15,3 milliards

les indicateurs progresser en 2026.

Quels sont aujourd'hui vos principaux leviers de création de valeur ?

Le premier, c'est la croissance commerciale et la stratégie déployée en particulier

solutions complètes et de renforcer leur fidélité.

Le troisième, c'est l'efficacité opérationnelle. Nous mettons tout en œuvre pour simplifier et automatiser nos processus

(Suite à la page 5)

GROUPE SUNU

(Suite de la page 4)

Les confidences de Myriam Adotevi



afin d'améliorer le service et de proposer plus de solutions digitales à nos différents segments de clientèle.

Le quatrième, c'est la maîtrise du risque. Une croissance n'a de valeur que si elle est saine. La baisse de notre coût du risque montre que cette discipline porte ses fruits.

Le Groupe SUNU a construit une partie de son développement sur des acquisitions stratégiques. Envisagez-vous de nouvelles opérations de croissance externe dans le secteur bancaire africain ? Quels marchés et quels profils d'établissements retiennent particulièrement votre attention ?

La croissance externe fait partie de l'ADN du Groupe et notre ambition bancaire reste intacte. Mais ces dernières années, nous avons fait un choix de méthode : réussir d'abord l'intégration de nos deux banques et consolider leur croissance.

Nous sommes en mesure d'étudier de nouvelles opportunités ; ce que nous faisons avec discipline : une opération n'a de sens que si elle crée de la valeur pour nos clients et nos actionnaires et si nous sommes capables de l'intégrer dans de bonnes conditions.

Notre priorité naturelle, ce sont les marchés où le Groupe est déjà présent. C'est là que la complémentarité entre banque et assurance crée le plus de valeur et que nous connaissons le mieux les clients et les écosystèmes.



La Côte d'Ivoire, où notre holding est basée et où le Groupe réalise près de 30% de son activité, est naturellement un marché qui retient notre attention, tout comme d'autres pays où le Groupe est déjà présent et où la banque peut apporter une réelle valeur ajoutée.

Le rapprochement entre les métiers de la banque et de l'assurance constitue un avantagecompétitifpotentiel pour SUNU. Comment comptez-vous transformer cette complémentarité en véritable modèle intégré de bancassurance ?

C'est une conviction forte du Groupe et nous avons commencé par poser les bases. La bancassurance suppose des banques intégrées au Groupe et dotées d'outils modernes. C'est ce que nous construisons avec SUNU DigiTech, la filiale du Groupe dédiée aux systèmes d'information de l'ensemble de ses activités.

Concrètement, l'idée est simple : offrir à nos clients un seul interlocuteur pour l'ensemble de leurs besoins, de l'épargne au crédit, de la protection à la prévoyance. Nous développons des offres combinant crédit, protection et prévoyance pour accompagner nos clients à chaque étape. Et sur des marchés où l'assurance reste peu diffusée, la banque ouvre un accès naturel à des clients bancarisés mais pas encore assurés.

Face à la montée en puissance des fintechs, du mobile money et des banques digitales, comment votre modèle évolue-t-il ?

Nous ne voyons pas ces acteurs comme des concurrents. Ils ont transformé les attentes des clients, qui veulent désormais des services simples, rapides et accessibles à tout moment. C'est à nous de répondre également à ces attentes. Nous investissons beaucoup dans ce sens.

L'application MySUNU Bank permet à nos clients de gérer leurs comptes 24h/24 et même d'effectuer des souscriptions ou suivre leurs polices d'assurances souscrits auprès de SUNU Assurances.

Au Togo, nous avons été pionnier avec WhatsApp Banking. Nos systèmes d'information nous donnent l'agilité nécessaire pour lancer de nouveaux services plus vite et la certification PCI DSS de nos deux banques garantit un haut niveau de sécurité. Nous analysons également des opportunités de partenariats.

Le mobile money et les fintechs apportent la proximité et la rapidité ; une banque apporte la confiance, la solidité et la capacité à financer. Ces deux mondes sont complémentaires.

Dans un environnement marqué par le durcissement des exigences prudentielles, la pression sur les marges et les besoins considérables de financement des économies africaines, comment concilier croissance, solidité financière et prise de risque ?

C'est tout l'enjeu du métier de banquier aujourd'hui. Pour nous, solidité et croissance ne s'opposent pas : la première est la condition de la seconde. Nous agissons sur trois leviers. D'abord, nos fonds propres : nous renforçons notre base financière pour anticiper le relèvement des exigences réglementaires.

Ensuite, la gestion des risques, que nous renforçons à tous les niveaux. Enfin, l'efficacité : des processus modernisés nous permettent de mieux résister à la pression sur les marges.

C'est cette discipline qui nous permet de prendre des risques mesurés là où les besoins sont les plus forts, notamment auprès des PME.

SUNU Investment Holding envisage-t-elle de nouvelles ouvertures de capital ou des partenariats stratégiques pour financer ses ambitions ?

Nous venons de franchir une étape importante avec l'entrée d'IFC dans notre capital. C'est une marque de confiance forte dans notre trajectoire.

Au-delà du capital, IFC nous apporte son expertise en gestion des risques, en financement des PME et en gouvernance, et rejoindra notreconseil d'administration. Ce partenariat nous donne les moyens de renforcer nos banques et de financer davantage de PME, particulièrement celles dirigées par des femmes.

Nos ambitions s'inscrivent également dans la démarche RSE que nous engageons, afin d'intégrer pleinement les enjeux environnementaux et sociaux dans nos métiers. Pour nous, une banque responsable, transparente et inclusive, c'est aussi une banque plus solide dans la durée.

COP31

Nèmè Gnassingbé veut étendre le projet des femmes résilientes

Au Pavillon du Togo vendredi dernier à Antalya en Turquie, la présidente de l'ONG Togo Environnement Propre (TEP), Sonia Nèmè Gnassingbé a présenté le projet « Femmes Résilientes de la Commune de Golfe 7 », une initiative qui associe restauration environnementale et autonomisation économique des femmes.

Un dépotoir sauvage transformé en jardin potager générateur de revenus. C'est l'expérience qu'a présentée Sonia Nèmè Gnassingbé, présidente de l'ONG Togo Environnement Propre (TEP), ce vendredi 13 novembre 2026, au Pavillon du Togo, dans le cadre de la COP31 à Antalya, en Turquie.

Devant les participants, elle est revenue sur la genèse du projet *« Femmes Résilientes de la Commune de Golfe 7 »* (FRCG7), lancé en 2023 dans le quartier de Yokoè. À l'époque, le site était occupé par un dépotoir sauvage situé en pleine zone d'habitation.

« Nous avons alors décidé de transformer ce triste spectacle en une belle aventure avec les femmes résilientes », a expliqué la responsable de l'ONG. Avec l'appui technique et financier de la Fondation Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) et en collaboration avec l'autorité communale, le site a été assaini puis aménagé en jardin potager semi-urbain.

Plus de 600 femmes ont été recensées dans le cadre du projet, dont 300 accompagnées dans la phase pilote. L'objectif est de favoriser la création d'emplois, l'autonomisation économique des femmes et



le renforcement de la sécurité alimentaire.

Des résultats encourageants et des ambitions d'extension

Au cours de sa présentation, précise Vert-Togo présente à la COP31, Sonia Nèmè Gnassingbé a également exposé les premiers résultats du projet. Après une saison de production, le jardin potager a enregistré une récolte maraîchère qui a permis de développer une activité commerciale. Les commandes et les livraisons de légumes génèrent désormais des revenus pour les bénéficiaires. L'initiative intègre également une formation en vannerie pour développer les compétences artisanales des femmes, valoriser les savoir-faire locaux et diversifier leurs sources de revenus.

Mais pour la présidente de TEP, l'ambition va au-delà de la commune de Golfe 7. *« Nous voulons au terme de cette phase pilote mobiliser davantage de ressources pour étendre le projet à d'autres communes du Togo »*, a-t-elle indiqué. Cette perspective traduit la volonté de porter cette expérience à une plus grande échelle. A travers cette initiative, l'ONG entend ainsi faire de la restauration des espaces dégradés un levier de développement économique local et d'autonomisation des femmes.

Il faut noter que cette séance de partage s'est clôturée avec une distribution des produits Togolais : gadgets, sacs réutilisables en tissus, produits de consommation fabriqués localement, et une invitation à venir découvrir le Togo dans toute sa splendeur.

Le Togo partage son modèle pionnier de « budget vert » lors d'un échange régional

Dans le cadre des travaux de la 31e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP31), le Pavillon de la Francophonie a accueilli une session de haut niveau organisée par la République Démocratique du Congo (RDC) autour du thème : « L'Autorité nationale de budgétisation climat : institutionnaliser, coordonner et budgétiser la mise en œuvre de la CDN de la RDC pour gouverner l'avenir ».

Invité à partager son retour d'expérience, le Togo, représenté par Mme Kouhoué Sédjidé Akouvi, Point focal national de la budgétisation verte à la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) du Ministère des Finances et du Budget, a mis en lumière les avancées majeures du dispositif de marquage budgétaire au Togo.

L'ambition de la RDC : briser les silos pour financer sa CDN Présentée par Patrick Okitayela (expert consultant au ministère de l'Environnement de la RDC), avec les contributions en ligne d'Alain Shukuru et de Tony Djunga Joseph, la session a d'abord exposé les défis d'un pays abritant la deuxième plus grande superficie forestière au monde, doté d'une Contribution Déterminée au niveau National (CDN) visant une réduction de 21 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (dont 2 % inconditionnels et 19 % conditionnels).

Pour surmonter le cloisonnement entre les ministères sectoriels et traduire concrètement les politiques forestières et climatiques en lignes budgétaires, Kinshasa prépare la création d'une Autorité Nationale de Gestion Climatique.

Pensée sous la forme d'un établissement public doté d'un conseil d'administration interministériel, cette future structure dont l'opérationnalisation complète est visée en 2027 après un projet pilote servira de trait d'union entre les ministères de l'Environnement et du Budget, tout en assurant le traçage des dépenses et l'intégration des financements internationaux (Fonds Vert pour le Climat, Fonds d'Adaptation, FEM).

Le modèle togolais : une méthodologie sur mesure et un leadership régional affirmé

Intervenant en qualité de pays pair et pionnier, Mme Kouhoué Akouvi a détaillé l'architecture institutionnelle et technique qui permet aujourd'hui au Togo de



faire référence en Afrique francophone.

Alors que la réflexion sur l'intégration des enjeux environnementaux dans les politiques publiques togolaises s'est amorcée dès 2022 et a abouti à un premier document de budget vert en 2023, le pays franchit cette année une étape décisive : le quatrième projet de loi de finances intégrant le marquage climatique est actuellement examiné à l'Assemblée nationale.

Face à l'absence d'un standard international pleinement harmonisé et jugeant les marqueurs de Rio insuffisants, notamment parce qu'ils ne permettent pas d'identifier les dépenses publiques défavorables au climat et à l'environnement, le Togo a développé sa propre méthodologie.

Celle-ci repose sur six marqueurs couvrant l'ensemble du spectre écologique : deux marqueurs dédiés au climat (atténuation et adaptation) ; quatre marqueurs dédiés à l'environnement.

Sur le plan institutionnel, la représentante togolaise a souligné que le succès du dispositif tient à une gouvernance articulée autour d'une triade ministérielle réunissant les ministères en charge des Finances, de l'Environnement et de la Planification, avec un leadership et une coordination assurés directement par le Ministère des Finances.

Vers une coopération Sud-Sud et une décentralisation de la finance verte

L'expertise développée par Lomé suscite un intérêt croissant sur le continent et au-delà : plusieurs pays de la sous-région, à l'instar du Congo-Brazzaville et du Cameroun, ont déjà sollicité l'appui méthodologique du Togo, dont le modèle a fait l'objet de nombreuses présentations internationales. Les échanges qui ont suivi les présentations ont permis d'approfondir les choix d'architecture institutionnelle notamment l'arbitrage entre l'ancrage au sein d'une direction existante du Budget ou la création d'un établissement public autonome ainsi que la convergence indispensable entre finance climat et finance biodiversité (en lien avec l'initiative BIOFIN du PNUD).

Pour le Togo, la prochaine frontière de cette réforme consiste désormais à étendre la budgétisation verte aux collectivités locales, afin d'ancrer l'action climatique au plus près des territoires.

À cet effet, le pays mobilise ses partenaires techniques et financiers pour soutenir cette phase d'expansion. La session s'est conclue sur la volonté commune des délégations de bâtir un réseau francophone d'échange de pratiques entre ministères des Finances et de l'Environnement pour accélérer l'opérationnalisation des budgets verts en Afrique.

COP31

Le ministre Kokoroko appelle à l'action climatique

Le Togo veut accélérer sa transition écologique en se dotant de nouveaux instruments de financement et de gouvernance environnementale. Jeudi 12 novembre dernier, à Antalya, en Turquie, en marge de la COP31, le Professeur Dodzi Kokoroko, ministre de l'Environnement, des Ressources Forestières, de la Protection côtière et du Changement Climatique , a procédé au lancement de trois initiatives : le Togo Green Fund, le registre carbone national et le projet Zéro Déchet.



Pour le ministre, ces initiatives doivent traduire les engagements climatiques du pays en actions concrètes. « *Nous ne sommes pas dans la proclamation ni dans les slogans. Nous croyons au temps du réel, au temps de la réflexion, au temps de la maturation et, surtout, au temps de l'action.* » C'est par ces mots que le Professeur Dodzi Kokoroko a situé l'ambition du Togo lors de cette cérémonie organisée en marge de la 31e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP31).

Pour le ministre, le lancement de ces trois initiatives traduit la volonté du pays de construire des réponses adaptées à ses défis environnementaux, sans se limiter à reproduire des modèles conçus ailleurs.

« *Nous ne sommes pas dans une logique de copier-coller. Nous voulons apporter des solutions adaptées à nos réalités, en combinant les approches mondiales et les spécificités locales* », a-t-il précisé. Au cœur de cette démarche, figure le Togo Green Fund, un guichet unique national destiné à mobiliser et à orienter les ressources financières vers les projets liés à l'environnement et au climat. Ce mécanisme ambitionne de catalyser les investissements verts, de préparer l'accès direct aux financements climatiques et de faciliter la concrétisation des priorités nationales.

À Antalya, le Togo présente à ses partenaires un portefeuille d'opportunités d'investissement évalué à 3 milliards de dollars. Les projets couvrent notamment l'agriculture durable, la restauration des forêts, la préservation de la biodiversité, les énergies renouvelables, la mobilité bas carbone, l'assainissement et l'économie circulaire. La prévention des risques de catastrophe et le développement de villes durables figurent également parmi les domaines ciblés. Dans ce dernier secteur, le pays affiche une ambition de 30 000 logements écologiques et abordables.

La deuxième initiative concerne le registre carbone national. Cet instrument doit permettre de mieux encadrer et suivre les activités liées aux crédits carbone, dans un contexte où les marchés carbone prennent une place croissante dans les discussions internationales sur le climat. La troisième initiative porte sur le projet Zéro Déchet. Elle vise à promouvoir une gestion plus responsable des déchets et à renforcer l'économie circulaire, notamment à travers la réduction et la valorisation des déchets.

Le Togo ne veut pas avancer seul. Le ministre a d'ailleurs insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective pour réussir cette transition. « *Le Togo ne pourra pas relever seul ce défi* », a-t-il reconnu, appelant les partenaires techniques et financiers, les investisseurs, les organisations non gouvernementales et le secteur privé à accompagner cette dynamique. « *Nous comptons sur leur engagement pour permettre au Togo d'écrire une nouvelle page de son histoire en matière de financement climatique, de marché carbone et de mise en œuvre de projets structurants* », a-t-il déclaré.

Au-delà de leur lancement à la COP31, l'enjeu sera désormais de rendre ces instruments opérationnels, de mobiliser les investissements annoncés et de faire en sorte que les ambitions affichées se traduisent par des changements mesurables sur le terrain.

COP31

Ce que le Togo défend dans les négociations climatiques à Antalya

Depuis lundi 9 novembre, les négociations de la COP31 portent notamment sur le financement climatique, l'adaptation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Aux côtés des autres pays les moins avancés (PMA), le Togo défend une meilleure prise en compte de sa vulnérabilité et réclame des ressources financières à la hauteur de ses engagements climatiques.

À Antalya, en Turquie, le pays participe aux discussions engagées entre les différentes parties à l'Accord de Paris pour définir les conditions de mise en œuvre des engagements climatiques internationaux.

Sa position s'inscrit notamment dans les priorités du Groupe des pays les moins avancés et du Groupe africain des négociateurs. Pour la délégation togolaise, l'une des premières exigences est la reconnaissance des circonstances particulières des pays vulnérables. Ces États, qui disposent de capacités financières limitées, sont pourtant confrontés à des conséquences importantes du changement climatique.

« *Le Togo est un pays très vulnérable. Aux côtés des pays les moins avancés, nous défendons les circonstances propres aux pays les plus vulnérables, dont le Togo. Nos circonstances propres doivent être prises en compte dans tout ce qui est engagement pris par la communauté internationale en matière de lutte contre le changement climatique et notamment la mobilisation des financements climatiques* », explique Dr Edou Komlan, directeur de la lutte contre les changements climatiques au ministère de l'Environnement.

Concrètement, le pays souhaite obtenir des soutiens financiers pour mettre en œuvre son Plan national d'adaptation aux changements climatiques et sa troisième Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0), récemment préparée et soumise. Ces instruments définissent les actions que le Togo entend mener pour renforcer sa résilience et respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris.

L'atténuation et le financement au cœur des discussions

Une autre préoccupation du Togo concerne le programme de travail de Charm el-Cheikh sur l'ambition et la mise en œuvre des mesures d'atténuation. Ce programme porte notamment sur les moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de contribuer à la réalisation des objectifs inscrits dans les CDN. Mais pour les pays les moins avancés, ces ambitions doivent nécessairement être accompagnées de financements. C'est précisément sur ce point que les discussions sont difficiles avec les pays développés.

Selon Dr Edou Komlan, ces derniers estiment avoir déjà apporté des contributions à travers plusieurs mécanismes internationaux, notamment le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour répondre aux pertes et préjudices. Ils ne souhaitent donc pas que le financement de la mise en œuvre des CDN fasse l'objet de discussions isolées de ces dispositifs.

Une position qui ne répond pas entièrement aux attentes des pays en développement, dont les besoins restent considérables. « *Nous sommes en train de négocier sur ces questions de financement pour éviter que le programme de travail sur l'ambition et les mesures d'atténuation évolue de façon isolée. Ce programme ne peut pas évoluer de façon isolée des financements climatiques* », souligne-t-il.

Des besoins largement supérieurs aux ressources disponibles

Le financement de l'adaptation constitue également un sujet de préoccupation. Les évaluations réalisées à travers les plans d'investissement liés aux CDN montrent l'ampleur des ressources nécessaires pour concrétiser les projets climatiques des pays en développement.

« *Les pays développés encouragent notamment le recours au secteur privé, aux partenariats publics-privés et à d'autres mécanismes de financement. Ils soulèvent également la difficulté de mobilisation des ressources déjà mises à disposition à travers les fonds existants. Pour le Togo et les autres PMA, ces mécanismes ne suffisent cependant pas à couvrir l'ensemble des besoins. La reconstitution des ressources du Fonds pour l'adaptation figure également parmi les sujets de négociation* », a-t-il ajouté.

À Antalya, la position togolaise est donc claire : les pays vulnérables ont besoin de financements supplémentaires, accessibles et adaptés à leurs réalités pour mettre en œuvre leurs engagements. Pour Lomé, l'adaptation et l'atténuation ne peuvent être dissociées de cette exigence financière.

LA NOUVELLE TRIBUNE

Récépissé No 0546/31/05/16/ HAAC
Djidjolé - Batomé, von après Maison Suzanne AHO, en face de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 / 98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires


AZANBÔKÔ
M'NA KAZANDO
Profitez des fêtes de fin d'année avec BB Lomé
PILS
EKU
BB


GUINNESS
UNE BELLE JOURNÉE.
UNE GUINNESS
600* FCFA BOUTEILLE 33cl
1000* FCFA BOUTEILLE 65cl
BB LOMÉ S.A
www.bblome.com
DRINK RESPONSIBLY. WWW.DRINKIQ.COM 18+
* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 33CL & 65CL